



Une feuille de route pour les aires protégées d'Afrique : agir maintenant !

L'Afrique est un continent riche d'une diversité biologique unique et irremplaçable. Elle dispose de nombreuses aires protégées dont la vocation est de préserver cette richesse, aujourd'hui et pour l'avenir.

**Y parviennent-elles ?**

Où, certainement, de place en place, dans certains pays, selon les contextes, les actions, l'histoire, les partenariats... Il y a des succès, il y a des initiatives encourageantes, il y a de l'espoir.

Non, définitivement non si on regarde plus globalement les résultats récents de nombreuses analyses et encore plus si on mesure les défis qui nous attendent, au premier rang desquels un accroissement important de la population humaine et une réduction de l'espace disponible pour conserver la biodiversité et ses habitats.

**Que faut-il faire ?**

Poursuivre et renforcer les programmes, les projets de conservation, de toutes tailles, de toutes formes, la recherche, les études... ? Absolument. C'est un travail de longue haleine qui a produit et produira encore des résultats utiles et nécessaires. Il faut continuer à travailler sur « ce qu'on doit faire » pour mieux gérer les aires protégées car nous avons besoin d'outils plus performants, de méthodes plus efficaces, de résultats mieux compris, mieux évalués et mieux partagés.



# NAPA

## Nouvelles des Aires Protégées en Afrique



News from African Protected Areas

N°66  
Juillet 2013

### Quel avenir pour les lions (*Panthera leo*) du parc national de Waza au Cameroun ? (directions 4 et 5 de la feuille de route pour les AP d'Afrique)

Par le Dr Pricelia Tumenta Fobuzie, Université de Dschang, Cameroun.

Les aires protégées jouent un rôle clef pour la conservation de la biodiversité. Le Cameroun possède un important réseau d'aires protégées qui couvre environ 19% du territoire national. Ceci est à mettre au crédit du gouvernement qui a mis en place des stratégies pour conserver les différents écosystèmes ainsi que la faune et la flore qu'ils renferment. Le parc national de Waza est une des aires protégées majeures du Cameroun, situé à l'extrême nord du pays en zone soudano-sahélienne. Environ un tiers du parc de Waza est couvert par le marais de Waza Logone ce qui en fait un paradis pour les oiseaux d'eau. La diversité en espèce de mammifères est importante et compte l'Eléphant, la Girafe, l'Hippotrague, le Damalisque, la Hyène et le Lion. Le parc est ainsi une destination prisée des touristes du fait de ses paysages ouverts et de sa diversité en espèces.

Le Lion (*Panthera leo*) est une espèce d'importance internationale pour ses valeurs emblématiques, charismatiques et culturelles. Largement distribués dans le passés, plus de 95% des lions ont disparu de la surface de la terre au cours des 10 000 ans passés. La croissance rapide et continue de la population humaine avec l'augmentation liée de la demande pour des espaces de vie et des ressources semble être le principal facteur qui s'est opposé aux efforts de conservation. Le lion est le plus grand et le mieux connu des prédateurs africains. Malgré son importance biologique et le fait qu'il est une des espèces phares pour l'industrie du tourisme, les lions ont disparu

rapidement de leurs lieux de vie historiques, et sont menacés dans ce qui reste de leur distribution.

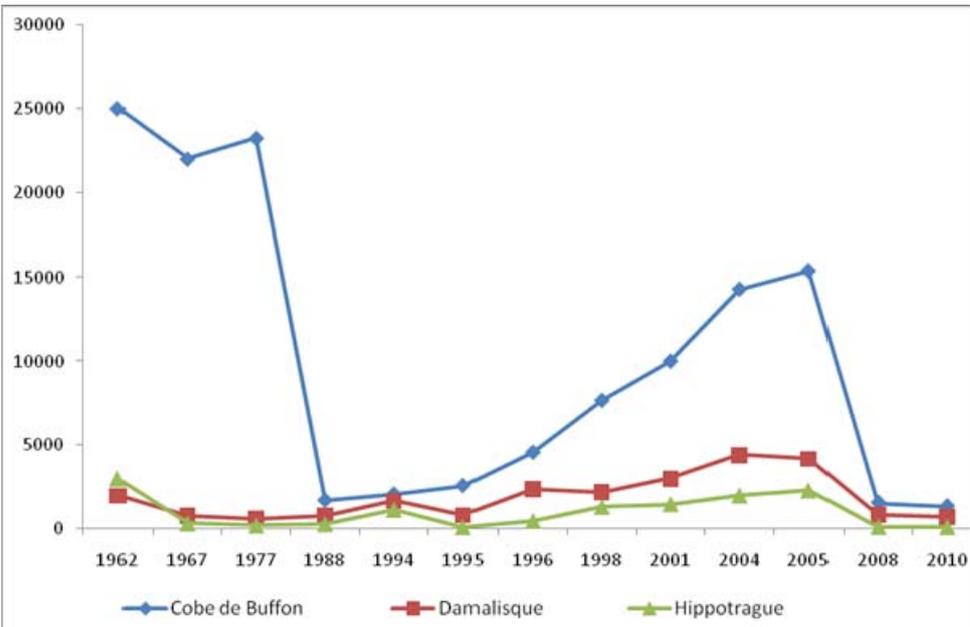


Il y a environ 32 000 lions encore en Afrique (ce chiffre est sujet à discussion et représenterait l'estimation maximale, ndr), avec moins de 4 000 en Afrique du Centre et de l'Ouest. Le Cameroun est un pays important pour l'espèce, comportant la seconde population (270) après la RDC, pour l'Afrique Centrale.



Les lions dans ce pays se trouvent dans deux unités de conservation : la première est le complexe de la Bénoué qui comporte 3 parcs nationaux et 28 zones de chasse, et qui contient la majorité des lions du pays (250). La seconde est le parc de Waza qui, au contraire de la Bénoué, est petit et isolé, et donc ne comporte qu'une petite population de lions, avec très peu d'opportunités de transferts génétiques avec d'autres populations.

Les menaces auxquels les lions font face sont complexes ce qui rend leur conservation difficile. Les principales sont la perte de leur habitat, la réduction du nombre de proies et leur abattage aléatoire résultant essentiellement de la protection du bétail contre leurs attaques. La pression humaine sur Waza est assez importante et comporte une utilisation incontrôlée des ressources, le braconnage de la faune, l'intrusion du bétail pour le pâturage et l'eau, la pêche illicite et également le commerce illégal de jeunes lions ou de morceaux de cette espèce. Ces pressions se traduisent progressivement par la réduction de toute la faune observée. Les recherches menées sur le lion depuis 2007 montrent une réduction alarmante du nombre de lions dans Waza. Ainsi, on estime que cette réduction atteint 60% par rapport aux estimations de 2002. Il ne resterait environ que 20 lions dans le parc (sans compter les tous jeunes de moins de 2 ans). Les proies habituelles du lion ont aussi décliné de façon dramatique au cours des années récentes (post inondation du parc). Le graphe ci-après exprime ces tendances.



#### Nombre d'antilopes à Waza entre 1962 et 2010

Source: Esser & Van Lavier, 1979; Vanpraet & Thal, 1977; Tchamba & Elkan, 1995; Saleh, 2004, 2005, 2008 & 2010

Une enquête basée sur le piégeage photographique et menée dans Waza en vue de compter lions a révélé une forte présence de l'homme et du bétail dans le parc. Au total, 31% de toutes les photographies prises par les caméras portaient sur des humains ou des animaux domestiques. L'écologie et le comportement des lions dans le parc national de Waza reflètent ainsi le stress que cette espèce subit au quotidien dans son habitat. La taille du domaine vital des lions a augmenté d'une moyenne de 630 km<sup>2</sup> en 2005 à une moyenne de 1015 km<sup>2</sup> en 2010. Les lions se déplacent de plus en plus au cours de la saison sèche et chaude, ce qui témoigne des perturbations qu'ils subissent. Les lions de Waza sont nocturnes en général, avec des pics crépusculaires, nouveau autre témoignage de la perturbation de leur écologie, comme on l'observe ailleurs dans d'autres populations de lions en Afrique.

En même temps, le modèle représentant l'activité des Lions est exceptionnellement élevé, ce qui suggère que les lions se déplacent constamment à la recherche de proies et afin d'éviter la présence humaine dans le parc. La niche alimentaire des lions est devenue assez large, reflétant la faible biomasse de proies maintenant disponible dans le parc de Waza. Les fortes concentrations de bétail à la périphérie du parc influencent grandement l'alimentation du lion, qui comprend désormais environ 22% de proies domestiques. Des enquêtes menées par interview sur les conflits homme-lion ont révélé que les éleveurs perdent une quantité importante de revenus du fait de la prédation par le lion chaque année. Par ménage, les pasteurs résidents déclarent perdre une tête de bétail alors que les pasteurs nomades en perdraient deux par an, ce qui équivaut à environ 260€ et 520€ respectivement (niveau de prix 2010).

La taille de l'espace vital, les mouvements et les modèles d'activité, et le régime alimentaire des lions dans le parc national de Waza reflètent la pression importante sur le parc. Les lions étendent leurs domaines vitaux, bougent plus pendant les périodes très chaudes pour attraper des proies plus rares et pour éviter toute interférence avec l'homme, et complètent leur alimentation avec le bétail pour survivre. Cette situation

nous pousse à nous interroger : combien de temps encore cette population de lions pourra-t-elle survivre dans de telles conditions?

nous pousse à nous interroger : combien de temps encore cette population de lions pourra-t-elle survivre dans de telles conditions?

Le principal facteur qui a contribué à la détérioration du parc national de Waza et a entraîné des baisses drastiques du nombre d'animaux sauvages est la mauvaise gestion, principalement en raison des ressources financières et humaines insuffisantes. La population de lions de Waza va s'éteindre probablement dans les 10 ans qui viennent si la tendance actuelle se poursuit. Ce serait un grand échec pour la conservation dans le pays. A noter qu'il devient difficile d'observer les éléphants dans le parc national de Waza également, car ceux-ci ont également connu une baisse de plus de 50% récemment. Eux aussi migrent hors du parc de façon saisonnière...

Le lion est la deuxième espèce la plus importante, après l'éléphant, pour le tourisme photographique dans Waza. Plus de 7.000 touristes venus de partout dans le monde visitent ce parc chaque année du fait de l'avantage qu'il a sur d'autres parcs où les lions existent. Le parc national de Waza est plus accessible et plus ouvert, ce qui permet de voir facilement les animaux dans la prairie inondable pendant les mois les plus secs de l'année.



*Braconnage de viande de brousse dans le parc de Waza*

Il y a donc un besoin urgent d'améliorer la protection du parc de Waza pour sauver le lion et les autres animaux sauvages qui risquent de disparaître. Tous les efforts de conservation qui permettront d'accroître l'abondance des proies, de freiner les intrusions et l'exploitation illégale des ressources dans le parc seront utiles pour inverser la tendance.

L'efficacité de la protection du parc est en corrélation avec l'application des lois et le développement des avantages directs procurés aux collectivités locales. Le gouvernement devra former et équiper le personnel du parc pour gérer les défis actuels. Pour être efficaces, les ressources financières allouées au parc devront être

augmentées. Les patrouilles anti-braconnage doit être fréquente, efficaces et régulières pour empêcher les intrusions dans le parc. Les communautés locales vivant à proximité du parc devraient être habilitées à renforcer la protection du parc en bénéficiant directement de la présence de ce dernier. La présence de projets de conservation dans les aires protégées a permis d'améliorer considérablement la gestion de ces zones.



*Des bovins à un point d'eau au sein du parc de Waza*

La zone de Waza Logone est une zone écologiquement importante offrant de nombreux services écosystémiques. C'est cependant une zone fragile, caractérisée par des conflits sur l'utilisation des ressources naturelles que la région possède. Une gestion adaptative des ressources de la région est nécessaire, sur la base d'une bonne connaissance scientifique de tous les aspects de l'écosystème. Cela ne pourra se passer que si les organisations environnementales internationales, non gouvernementales, portent à la région l'attention qu'elle mérite et financent des projets qui permettront de sauver l'écosystème, et l'homme, dans le long terme.

Plus d'info :  
tumentap@yahoo.com

**Vous travaillez dans le monde de la conservation en Afrique... Faites-vous connaître !**

**Inscrivez-vous sur la base de données en ligne du Papaco (voir page d'accueil du site papaco.org)**



## Appel à proposition

**SOS - Save Our Species** est un programme conjoint de l'UICN, du Fonds pour l'Environnement Mondial

(GEF) et de la Banque Mondiale, appuyés par le Fonds français pour l'environnement mondial (FFEM) et la Fondation Segré. Son objectif principal est d'assurer la conservation à long terme d'espèces menacées et de leur habitat.

**SOS fournit des subvention d'intervention rapide** (jusqu'à 25,000 \$US) disponibles en continu et qui visent à développer des actions de conservation en situation d'urgence. Ces subventions devront traiter de menaces immédiates qui demandent une réponse adaptée et ciblée avec de bonnes chances d'obtenir un résultat positif rapidement.

Le 3<sup>ème</sup> appel à proposition est en cours jusqu'au **15 juillet 2013**. Les directions stratégiques de cet appel sont :

- Les conifères menacés
- Les requins et les raies menacées
- Les vertébrés d'Afrique Centrale menacés.

Plus d'info sur [www.sospecies.org/sos\\_projects](http://www.sospecies.org/sos_projects)



## Du piment pour réconcilier les hommes et les éléphants en bordure du parc national de la Pendjari (Bénin)

Par Barbara Mathevon, Comité français de l'UICN

Les AVIGREF (Associations Villageoises de Gestion des Ressources de Faune) qui interviennent en bordure du parc national de la Pendjari (également Réserve de Biosphère) au nord du Bénin cherchent à résoudre les conflits liés aux dégâts sur les cultures causés par les éléphants qui sortent du parc. La production de piment est une solution qui sert à la fois à repousser les éléphants et à développer une agriculture de rente avec transformation des produits sur place (avec une production de piments de meilleure qualité).

La première étape du processus, soutenue par le Programme Petites Initiatives du FFEM, a permis de développer aux limites des zones protégées la culture de piment biologique à petite échelle (15 Ha). Cette activité a rencontré un très vif succès auprès des femmes qui se sont particulièrement bien approprié cette culture. La mise en place du système répulsif a

été suivie de façon plus aléatoire dans certains villages car le dispositif reste assez contraignant (récupération des huiles de vidange comme support de diffusion du piment, renouvellement des torchons imbibés après chaque pluie).

70 tonnes de piment biologique sur 3 saisons ont été produites et commercialisées par les coopératives de femmes, permettant une augmentation des revenus des ménages des zones tampon du parc de l'ordre de 10% (vente de piment sec et frais). Si la démonstration du lien entre la baisse des attaques et la présence du piment devra être démontrée sur plusieurs années pour être significative, les ménages ont réalisé une économie de 20% liée à la réduction des dégâts occasionnés par les éléphants dans les champs.

Affaire à suivre...

Plus d'info :  
[barbara.mathevon@uicn.fr](mailto:barbara.mathevon@uicn.fr)

## Appel à propositions

Le **Fonds pour le patrimoine mondial africain** ([www.awhf.net](http://www.awhf.net)) met à disposition des Etats Parties africains des subventions pour réaliser des projets et des activités destinés à améliorer l'état de conservation des biens du patrimoine mondial en Afrique. Les propositions de projets doivent concerner les difficultés affectant les biens du patrimoine mondial sélectionnés.

**Qui peut postuler ?** Institutions gouvernementales impliquées dans la gestion et la protection des sites du patrimoine mondial ; les organisations non gouvernementales (ONG) internationales et locales soutenant la gestion et la protection des sites du patrimoine mondial peuvent aussi postuler. Les entreprises privées, les individus, les institutions de recherche, les universités, les groupes communautaires sont aussi encouragés à collaborer avec les institutions gouvernementales pour postuler aux subventions.

**L'exécution des projets** ne doit pas excéder 12 mois. Tous les projets doivent être clôturés au plus tard en **mars 2015**.

Le **formulaire de demande** peut être téléchargé sur le site Internet du FPMA : [www.awhf.net](http://www.awhf.net). Les formulaires remplis seront soumis par courrier électronique à [jacobn@awhf.net](mailto:jacobn@awhf.net) / [jacobn@dbsa.org](mailto:jacobn@dbsa.org) avec copie à [info@awhf.net](mailto:info@awhf.net) avant la date limite de réception.

La **date limite de réception des demandes** est le mercredi **31 juillet 2013 à 12h00 (CAT)**.

Pour toute information complémentaire,  
merci de contacter :  
**Jacob Nyangila : [info@awhf.net](mailto:info@awhf.net)**

**La conservation locale d'une espèce emblématique de grand singe (les bonobos) : un entretien avec Jean-Christophe Bokika, Président de l'ONG Mbou Mon Tour**  
(directions 2 et 8 de la feuille de route pour les AP d'Afrique)

*Propos recueillis par Thomas Bacha, illustrations de Zanna Clay*

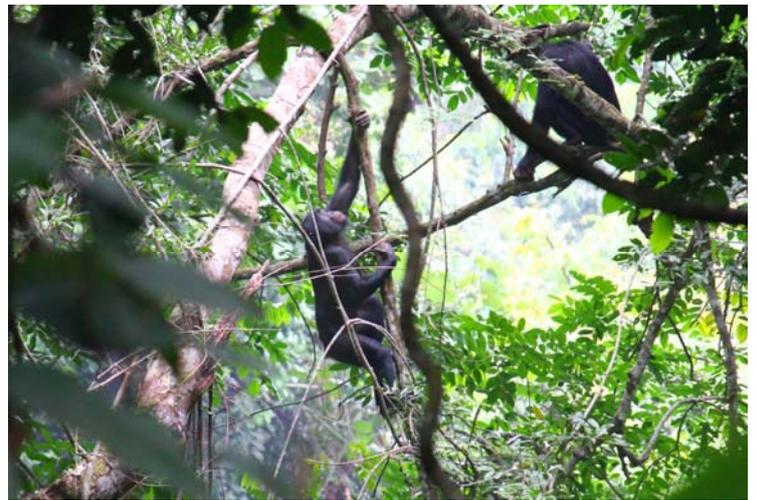
**Jean-Christophe, la zone de Bolobo, où votre ONG Mbou Mon Tour (MMT) intervient depuis plusieurs années maintenant, abrite une espèce de grand primate emblématique d'Afrique Centrale et actuellement particulièrement menacée. Pouvez-vous nous en dire un mot ? Quelles sont les caractéristiques de la région de Bolobo à ce sujet ?**

La région de Bolobo est située au nord de l'embouchure de la rivière Kasai, à 300 km au nord de Kinshasa, dans la Province de Bandundu. Comme vous l'avez souligné, elle abrite des bonobos, une espèce endémique à la RDC et classée en danger sur la liste rouge de l'UICN.

Je vous signale en passant que le bonobo tire son nom de la déformation de « Bolobo », localité d'où provenait le premier spécimen de bonobo envoyé à l'étranger. C'est dans ce site que sont observables les bonobos sauvages les plus proches de Kinshasa. Il est ainsi possible d'y accéder par bateau, par route, ou par avion après 55 minutes de vol. Nous sommes fiers de protéger les « bonobos de Bolobo ». Cependant, nous avons rencontré énormément de difficultés à convaincre le monde scientifique de l'existence de cette espèce dans notre zone, beaucoup de publications présentant le bonobo comme une espèce vivant exclusivement en zone de forêt marécageuse. C'est ce qui explique la particularité de notre zone d'intervention. En termes de conservation, nos bonobos sont « exceptionnels » car ils vivent dans une région où on les croyait jusqu'alors éteints. Au plan scientifique, plus particulièrement au niveau de l'éco-éthologie de l'espèce, ils vivent dans un habitat considéré comme atypique, notre zone étant une mosaïque de forêt-savane où les bonobos fréquentent les deux écosystèmes.

Notre action a fait bouger les lignes, en ce sens que l'aire de distribution de cette espèce endémique à la RDC a changé par rapport à celle indiquée dans le passé par le Great Apes Survival Project (GRASP).

D'autre part, il est aujourd'hui établi que notre région possède l'une de plus grandes densités de bonobos connues à ce jour. D'un point de vue sécuritaire, cette dernière n'a jamais connu de graves conflits armés.



**Dites-nous un mot sur MMT, l'association dont vous êtes président, les activités menées sur le terrain pour protéger les bonobos de Bolobo...**

MMT est née à la suite d'un constat de raréfaction des ressources naturelles fait par des cadres universitaires et des villageois au cours d'une réunion tenue en avril 1997 à Nkala, mon village natal. Elle s'est fixée comme objectifs la protection de l'environnement, la promotion de l'éducation et le développement d'activités alternatives.

Grâce aux cotisations de ses membres, nous avons mis en place, à 2 km de Nkala, une ferme agropastorale qui abrite également le siège de l'association. MMT compte actuellement plus de 50 têtes de bovins.

Depuis 2001, nous sommes actifs dans la protection des bonobos, en sensibilisant les populations sur la base des lois coutumières, nationales et internationales. Il est important de souligner que le bonobo est considéré dans la région, plus particulièrement chez les Téké, comme un humain ayant fui dans la forêt pour échapper à la loi coutumière qui faisait d'un débiteur insolvable l'esclave de son créancier. C'est ce tabou traditionnel que nous avons revalorisé avec le concours des Chefs coutumiers.

A la suite de ces campagnes, 6 villages de notre région ont pris la décision de consacrer une portion de leur forêt à la protection des bonobos et des petits singes. Nous avons alors constitué et formé des équipes de pisteurs volontaires dans plusieurs villages, lesquelles ont été par la suite prises en charge par nos différents partenaires. Nous comptons ainsi à ce jour 2 sites de monitoring des petits singes et 6 sites de monitoring des bonobos. 3 sites sont destinés à l'habituation des bonobos à la présence humaine, les 3 autres au suivi écologique exclusivement. Ce projet a créé plus de 50 emplois dans la région et des activités alternatives sont désormais menées en faveur des populations locales avec en tête l'objectif de réduire les pressions exercées sur la forêt.

**Le travail avec les communautés locales vivant dans la zone d'habitat des bonobos tient une place particulièrement importante dans l'approche développée sur le terrain par MMT. Quelle est votre vision de la conservation communautaire ? En quoi travailler avec les communautés locales permet-il selon vous de protéger les bonobos de Bolobo ?**

Il est important de noter que ce projet de protection de bonobos est une initiative des populations locales elles-mêmes, ce qui est particulièrement original.

En RDC, une grande partie des initiatives menées dans le domaine de la conservation a été l'œuvre de l'Etat ou des organismes internationaux. Historiquement, les populations locales ont longtemps été tenues à l'écart des Aires Protégées et du processus de conservation, certaines ayant même subi des humiliations en étant déguerpies de leur terroir sans aucune indemnisation.

Cela a créé d'énormes frustrations, ces populations ayant eu l'impression que l'Etat les sacrifiait au profit des animaux. Notre démarche consiste à trouver un juste équilibre entre les intérêts humains et ceux des animaux, une sorte de pacte de coexistence pacifique entre les deux espèces.

Grâce à la cartographie participative, les espaces réservés à la conservation des bonobos et ceux destinés aux activités humaines sont bien définis par les populations locales elles-mêmes. Jadis, pareil travail se réalisait dans un bureau climatisé de Kinshasa et on venait l'imposer aux villageois, voilà toute la différence.

Dans notre zone d'intervention, la population s'est appropriée l'initiative et reste déterminée à la conduire à bon port, avec le concours des organismes de conservation et bien sûr de l'Etat congolais. Il faut dire

que notre tâche a été facilitée par le fait que la coutume locale protège les bonobos depuis des temps immémoriaux.

**Quelles sont vos perspectives sur le terrain ? Quelles actions seront menées et quelles sont vos priorités pour les mois à venir ?**

Nos équipes sont actuellement déployées sur le terrain en vue de faire aboutir le processus de création de forêts communautaires conformément à l'article 22 du code forestier congolais qui accorde la possibilité aux communautés locales de gérer elles-mêmes leurs forêts régulièrement possédées en vertu de la coutume.

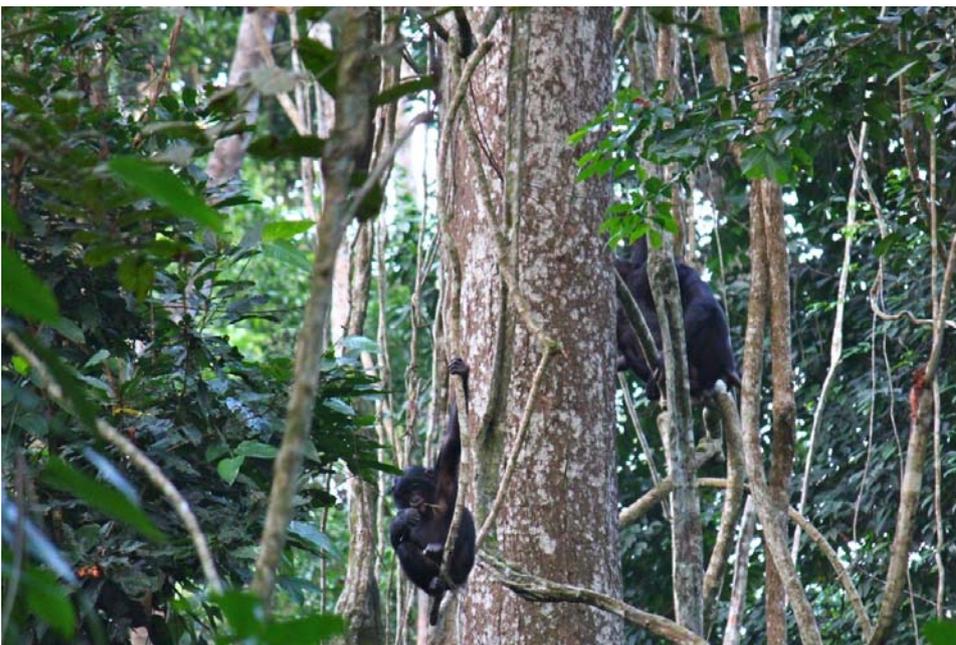
Un consultant est en train de finaliser le travail de cartographie participative et nous comptons boucler le dossier dans quelques mois pour le soumettre aux autorités compétentes avant la fin de l'année. Nos sites d'étude et de suivi des bonobos et petits singes accueillent régulièrement des chercheurs et étudiants venus de nombreux pays (RDC, France, Belgique, Etats-Unis, Allemagne...).

Le premier site à avoir été créé et aménagé contient la ferme pilote de MMT et dispose aujourd'hui de deux maisons ayant une capacité d'hébergement de dix chambres. Actuellement, il est possible d'y observer les bonobos sauvages pendant une période conséquente.

La proximité de notre région avec Kinshasa et Brazzaville est un atout important pour le développement de la recherche scientifique et du tourisme de vision. Un projet d'écotourisme est en cours de négociation et pourrait d'ailleurs voir le jour prochainement.

Par ailleurs, les projets de réhabilitation des infrastructures de base et de mise en place d'élevage de petit bétail et de volaille vont se poursuivre, en vue d'améliorer les conditions de vie des populations locales.

MMT envisage également de mettre sur pied un projet d'agroforesterie dans certains terroirs, tout en veillant à ne pas modifier le beau paysage de la mosaïque de forêt-savane, mais plutôt à reconstituer le couvert végétal détérioré en raison des pressions anthropiques.



**Plus d'info : Jean Christophe BOKIKA** [ongmboumontour@yahoo.fr](mailto:ongmboumontour@yahoo.fr)

## Vers une coexistence humain-éléphant harmonieuse : connaître, apprécier, valoriser pour protéger (direction 2 de la feuille de route pour les AP d'Afrique)

Par Julien Marchais<sup>1</sup>, Bachirou Mohamadou<sup>2</sup>, Rémy Ledauphin<sup>3</sup>, André Njidda<sup>4</sup>, Zoumana Traoré<sup>5</sup>, Frédéric Yaméogo<sup>6</sup> et Harouna Sawadogo<sup>7</sup>

<sup>1</sup>Coordinateur programme Des Eléphants & des Hommes ([contact@deselephantsetdeshommes.org](mailto:contact@deselephantsetdeshommes.org))

<sup>2</sup>Coordinateur de ACODED ([acoded2007@yahoo.fr](mailto:acoded2007@yahoo.fr))

<sup>3</sup>Président de Sitatunga ([remy.ledauphin@gmail.com](mailto:remy.ledauphin@gmail.com))

<sup>4</sup>Conservateur du Parc National de Waza ([andrenjidda@gmail.com](mailto:andrenjidda@gmail.com))

<sup>5</sup>Direction Provinciale de l'Education de Base, Responsable de l'Amélioration de la Vie Scolaire

([traor.zoum@yahoo.fr](mailto:traor.zoum@yahoo.fr))

<sup>6</sup>Coordinateur de Kongo Nafa ([kongonafa@gmail.com](mailto:kongonafa@gmail.com))

<sup>7</sup>Chef d'Unité de Gestion du Parc National des Deux-Balé ([sawadogoharounadew@yahoo.fr](mailto:sawadogoharounadew@yahoo.fr))

Le programme d'action de l'ONG *Des Eléphants & des Hommes*, porte, comme son nom l'indique, sur la coexistence humain-éléphant. Sa mission depuis 2003 est de contribuer à une coexistence harmonieuse, c'est-à-dire, de manière indissociable : protéger les éléphants des menaces anthropiques qui pèsent sur eux, favoriser la connaissance et l'appréciation des éléphants via l'éducation et la sensibilisation, soutenir les humains qui supportent le coût de la cohabitation avec les pachydermes, réduire ce coût et les conflits associés, promouvoir la valorisation des éléphants et de leurs habitats naturels par et pour les populations humaines riveraines, contribuer à la lutte contre la pauvreté, encourager les initiatives de développement soutenable, pour finalement parvenir à un partage équilibré des ressources et de l'espace. Nous pensons que ces actions sont indispensables les unes aux autres. Si l'une d'elles manque, l'objectif ne peut être atteint. Dissocier conservation de la nature et développement socio-économique ne peut conduire qu'à une impasse : protéger la biodiversité sans prendre en compte les intérêts humains ne peut être une entreprise pérenne, tout comme développer sans préserver les écosystèmes naturels ne peut être un processus durable. Allier conservation et développement est une nécessité.

Convaincus par l'importance primordiale des aires protégées (AP) et de leurs interconnexions, notre programme s'organise géographiquement en projets centrés sur certaines AP et leur aire périphérique. A ce jour, nous sommes opérationnels sur le **Parc National des Deux-Balé** (PNDB), au Burkina Faso, et sur le **Parc National de Waza** (PNW), au Cameroun.

Nous avons la conviction que les habitants riverains des AP devraient être les acteurs premiers de leur conservation, et devraient en être les premiers bénéficiaires. En Afrique, ils le sont parfois, mais beaucoup trop rarement ! La logique de nos projets est donc d'établir des partenariats multi-acteurs très forts, fondés sur un objectif général commun et des objectifs spécifiques thématiques (éducation environnementale,

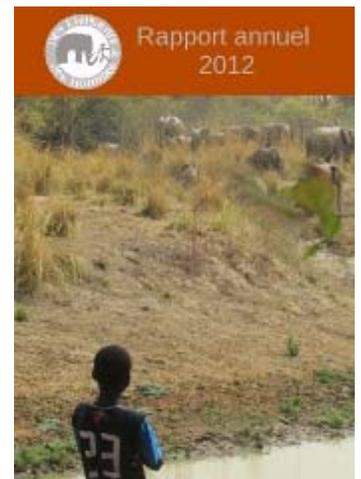
conflits humains-éléphants, écotourisme et activités génératrices de revenus, protection et lutte anti-braconnage, études et recherches). Les acteurs sont à la fois gouvernementaux (administrations, institutions publiques, etc.) et non-gouvernementaux (associations, communautés, prestataires de services, entreprises, etc.). Les configurations initiales varient mais le mouvement est toujours le même : quels que soient les acteurs initiant un projet, il s'agit de renforcer, promouvoir, accompagner, soutenir les acteurs les plus proches du terrain, jusqu'aux habitants eux-mêmes, en évitant soigneusement de s'y substituer.

Le but de cette démarche est de faire en sorte que le projet s'intègre peu à peu à la réalité quotidienne des habitants, que ces derniers fassent leurs avancées qu'il apporte, les changements de comportements qu'il encourage, les valeurs qu'il porte. Ainsi, chaque projet est conçu en trois phases : une phase d'initiation, une phase de développement et une phase d'autonomisation, avec le souci constant d'intégration dans la réalité quotidienne des riverains de l'aire protégée. En fin de processus, en comparaison à la situation initiale, il est espéré que : (1) la perception (connaissance, appréciation) des éléphants par les habitants soit renforcée de manière positive et que les motivations pour une coexistence harmonieuse soient multiples et variées (économiques, culturelles, patrimoniales, spirituelles,...) ; (2) les riverains soient lancés dans une dynamique d'amélioration de leur niveau de vie par la réduction des coûts de la cohabitation et par l'émergence d'activités rentables valorisant les éléphants et leurs habitats, (3) les éléphants vivent plus paisiblement et moins menacés dans leurs habitats.

Au Burkina Faso, le projet portant sur le Parc National des Deux Balé et sa périphérie est dans la phase de développement. Il s'apprête à entamer la phase d'autonomisation. L'ensemble des actions menées jusqu'à aujourd'hui est présenté en détail dans le rapport annuel 2012 téléchargeable sur le site Internet

<http://www.deselephantsetdeshommes.org/>.

Ce projet a été initialement conçu avec M. Léonard Ouédraogo, premier chef de l'Unité de Gestion des Deux-Balé et responsable du projet de réhabilitation du Parc National des Deux-Balé (PNDB), au sein de l'Office National des Aires Protégées (OFINAP). Porteur d'une vision remarquable pour le renouveau de cette



aire protégée fortement dégradée, Léonard Ouédraogo déploie avec son équipe une énergie exceptionnelle pour mener à bien cette opération d'envergure. Plusieurs acteurs se sont joints à cet élan. Harouna Sawadogo, nouveau chef de l'Unité de Gestion des Deux-Balé évoque l'importance de la surveillance permanente du PNDB : "La surveillance est l'une des tâches essentielles pour l'Unité en ce sens qu'elle relève de ses principales missions qui consistent en la protection et la conservation des ressources du parc. Au niveau du PNDB, les pressions pastorales, l'orpaillage, le braconnage et la coupe du bois par les populations riveraines sont en train d'être maîtrisées grâce aux efforts entrepris depuis 2009. Ceci favorisera certainement le retour de la faune et ce retour conditionne la valorisation du parc."

Avant même la mise en place de l'OFINAP, la Direction Provinciale de l'Education de Base (DPEBA), s'était engagée dans le programme éducatif des classes nature. Zoumana Traoré, responsable de l'Amélioration de la Vie Scolaire (AVS) au sein de cette direction, évoque ainsi l'importance du programme éducatif : "Le programme *Mon Voisin Eléphant* a permis de donner vie à notre programme d'enseignement en matière d'éducation environnementale dans la région de la Boucle du Mouhoun. Les kits pédagogiques distribués dans toutes les écoles ont permis de renforcer la connaissance des élèves sur les animaux en général et ceux protégés en particulier, surtout l'éléphant, qui est une espèce propre à notre région. Ce kit pédagogique aide à concrétiser certaines leçons grâce aux images et permet d'enrichir le vocabulaire et l'orthographe des élèves lors des séances de lecture. Au cours des sorties de classes nature les élèves découvrent leur patrimoine et apprennent à admirer et à protéger la forêt et ses animaux. Ces classes nature sont d'autant plus importantes qu'elles marquent les élèves tout au long de leur vie."

L'association *Kongo Nafa* ("les Intérêts de la Brousse" en langue Dioula), est née, à Boromo, des premières actions du projet des Deux-Balé en matière de mitigation des conflits humains-éléphants et de développement des activités génératrices de revenus (AGR). Frédéric Yaméogo, coordinateur de l'association, rappelle ici sa mission "concilier la conservation et le développement durable autour du PNDB, agir auprès des différentes organisations (publiques, privées et de la société civile) et de la population riveraine, afin que le Parc National des Deux-Balé soit un espace de développement pour les générations présentes et futures."

De nombreux autres acteurs se sont impliqués dans ce projet visant la préservation du PNDB et de ses éléphants, ainsi qu'une coexistence humain-éléphant harmonieuse dans cette région du Burkina. Le rapport

annuel cité ci-dessus permet d'en prendre connaissance.

Au Cameroun, le projet portant sur le Parc National de Waza (PNW) et sa périphérie, est dans la phase d'initiation et a débuté en décembre 2012.

Bachirou Mohamadou, coordinateur de l'ONG ACODED (*Action Concertée pour le Développement Durable*) présente le contexte et les enjeux du projet initié entre quatre partenaires du sud et du nord, organisations gouvernementales et non-gouvernementales. Ce projet a pour objectif de contribuer à la conservation de la faune de Waza et sa région tout en améliorant la coexistence humain-faune sauvage. Cette dernière fait actuellement face à plusieurs menaces et notamment celle du braconnage dans et autour des parcs nationaux du Nord Cameroun. Cette menace a été tristement illustrée en 2012 à Bouba Ndjidda où plus de deux cent éléphants sont tombés sous les balles des braconniers présumés soudanais. Les menaces pesant sur la faune sont également liées à des activités d'importance économique pour les populations humaines riveraines. L'enjeu de la coexistence est donc central. Ce projet a reçu le soutien spécifique de l'U.S Fish and Wildlife Service et du Fonds Français pour l'Environnement Mondial (FFEM) dans le cadre du programme "Petites Initiatives" piloté par l'UICN France.

Le projet portant sur le Parc National de Waza (PNW) et sa périphérie vise globalement l'amélioration de la cohabitation entre les éléphants et les populations qui vivent autour du PNW et des zones de fréquentations des pachydermes. Il comporte pour sa première année trois composantes dont (i) le suivi écologique/conflits humain-éléphant, (ii) l'éducation environnementale et (iii) la surveillance/lutte anti-braconnage.

L'ONG ACODED, dont la principale mission est de contribuer à la conservation et la gestion durable des ressources naturelles des aires protégées en général et des parcs nationaux du Nord Cameroun en particulier, assure la mise en œuvre des activités correspondant au suivi écologique et des conflits humains-éléphants ainsi qu'à l'éducation environnementale, avec l'appui de l'ONG *Des Eléphants & des Hommes*.

Concernant la première composante, l'objectif final de cette première année est de produire la carte des conflits humains-éléphants et la carte des mouvements des éléphants hors du Parc National de Waza. Plus spécifiquement, il est question de connaître les lieux et périodes des conflits, ainsi que les mouvements et résidences des éléphants.

Pour atteindre cet objectif, cinq étudiants stagiaires de l'Institut Supérieur du Sahel de l'Université de Maroua ont effectué des enquêtes dans environ 130 villages (soit 1 300 individus enquêtés) sur les conflits humains-

éléphants. Les résultats préliminaires montrent que les conflits sont très accentués au sud du PNW, autour de la réserve forestière de Kalfou où les éléphants en migration aboutissent. Ces derniers, estimés à 480 individus se seraient subdivisés en 3 sous-groupes et tournent dans le triangle Mindif-Moulvoudaye-Kalfou. Ils détruisent sur leurs passages ou durant leurs séjours, d'énormes quantités de cultures, aussi bien de saison des pluies que celles de saison sèche. Les villages les plus touchés par ces dégâts sont, entre autres, Kalfou, Moulvoudaye, Bougay, Baga, Lokro, Goulourgou, Dana, Kolara, Guidiguiz et Doyang. Les préjudices sont d'autant plus importants que les populations, essentiellement agricultrices, ont perdu le sommeil pour pouvoir sauver une partie de leurs récoltes.



Les éléphants qui migrent vers le sud du PNW (baptisés "groupe sudiste") ne sont plus retournés au parc depuis 2010, ce qui maintient un conflit permanent avec les populations, conflits marqués cette année 2013 par la mort d'une personne et la perte de mémoire d'un écolier d'une quinzaine d'année suite à un accident lors d'une confrontation avec un éléphant. La situation est devenue préoccupante pour l'Etat du Cameroun qui a ordonné, à travers le MINFOF, deux battues administratives pour repousser les éléphants, devenus désormais agressifs, loin des villages.

Par opposition à la situation qui prévaut au sud du PNW, les conflits au nord du parc sont moins intenses. Le groupe d'éléphants (baptisé "groupe nordiste"), qui compterait environ 400 éléphants, migre vers le Parc National de Kalamaloué entre janvier et février, puis il se dirige progressivement vers le fleuve Logone au fur et à mesure de sa décrue pour revenir finalement vers le PNW au mois de juillet, pendant la saison des pluies. Les éléphants détruisent sur leurs passages les cultures et les arbres fruitiers tels que les manguiers. Les populations (Kotoko, Arab Choa, Mousgoum) qui y vivent sont moins affectées par les dégâts des

éléphants que celles autour de la réserve de Kalfou. Elles pratiquent en effet d'autres activités telles que la pêche, l'apiculture et l'élevage, qui sont des sources de revenus importantes, leur permettant de s'approvisionner en denrées alimentaires dans les pays voisins, où elles écoulent leurs produits de pêche. Certains ont même trouvé des solutions locales en abandonnant la culture du riz de saison sèche pour cultiver celle de saison des pluies qui se pratique au moment où les éléphants séjournent dans le PNW.

Concernant la composante éducation environnementale du projet en phase d'initiation, l'objectif est de poser les jalons d'une cohabitation harmonieuse durable entre les populations et leurs voisins éléphants. Originaire de la région et très attaché à l'éléphant, l'animateur de ce volet, M. Moumini Oumarou, a tout d'abord conduit une étude sur la perception des éléphants par les riverains du PNW. Sur cette base, il a conçu une première ébauche de contenu pédagogique et a déjà conduit 20 classes nature expérimentales destinées aux écoliers du Cours Moyen 1<sup>ère</sup> année (CM1) de 20 écoles primaires situées en périphérie du PNW. Cette première expérience de classes nature a été positivement appréciée par les bénéficiaires, qui se sont exprimés sur site, par téléphone ou lors de visites au siège d'ACODED, organisme de supervision des activités de cette activité. Plus de 95% des encadreurs et enseignants associés à ces classes nature découvrent pour la première fois les Parcs Nationaux de Waza et Kalamaloué. Pour certains, elles ont même donné l'occasion de voir pour la première fois des animaux tels que les girafes, les antilopes, les autruches, les damans et les éléphants.



Le programme éducatif en construction est établi sur la base du programme mis en place aux Deux-Balé et l'objectif est de le modeler aux besoins précis de la région. Un comité de pilotage a ainsi été constitué pour l'orienter. Ce comité de pilotage est composé des

représentants des délégations suivantes : (1) Education de Base, (2) Environnement, Protection de la Nature et Développement Durable, (3) Forêts et Faune, et (4) Tourisme et Loisirs. A été associé à ces structures gouvernementales, l'association ACEEN qui a une longue expérience de l'éducation environnementale dans la région de l'Extrême Nord. A ce jour, le comité de pilotage oriente le développement des classes nature, dont quelques autres sont prévues pour 2013, afin de bien les structurer pour 2014. En outre, nous sommes en train de travailler à l'élaboration d'un kit pédagogique pour les écoles dont la première version est prévue pour la rentrée scolaire 2013/2014.

Fort des premiers résultats positifs obtenus et du constat d'un besoin évident des bénéficiaires d'avoir un accès renforcé à la nature exceptionnelle des aires protégées, ACODED et ses partenaires explorent les possibilités de financement de ce qui fera partie de la quatrième composante du projet : le tourisme local dans les aires protégées dans le cadre de la valorisation des éléphants et du reste de la biodiversité de leurs habitats.



La composante protection de ce projet est particulièrement cruciale étant données les lourdes menaces de braconnage qui pèsent sur les pachydermes de la région. Cette composante, menée conjointement par André Ndjidda, le conservateur du parc, et Rémy Ledauphin, de l'association Sitatunga, vise au renforcement des capacités techniques et matérielles du dispositif de lutte anti-braconnage (LAB) de l'aire protégée. Rémy Ledauphin, qui fut assistant technique LAB au Parc National de Zakouma (Tchad) évoque ici sa première mission d'appui en janvier dernier. En étroite collaboration avec André Ndjidda, ils ont mené une évaluation participative du dispositif (état des moyens et des besoins – stratégie et perspectives). Cette mission a donné lieu à l'apport d'un premier appui technique au Service de la Conservation (Système d'Information Géographique, interface GPS-PC,...). A

cette occasion, un ordinateur doté de logiciels de cartographie, des unités GPS et des paires de jumelles ont été donnés au Parc.

Lors d'une seconde mission, il s'agira de former les gardes du parc, selon les besoins définis, dans les domaines suivants : combat, techniques d'interpellation, utilisation du GPS, optimisation des patrouilles... Dans le cadre de cette formation, les gardes vont être très prochainement dotés d'équipements, qui jusque là, leur faisaient cruellement défaut : uniformes complets, tentes, matelas, sacs de couchages, sacs à dos, et gourdes. Outre ces appuis prévus dès la conception du projet, le PPI-FFEM est venu soutenir financièrement l'initiative du conservateur de mettre en place une équipe de "gardes éléphants", chargés de suivre en motos les pachydermes lors de leur migration entre le PNW et le Parc National de Kalamaloué, plus au Nord, et la région de Logone Birni, sur le fleuve homonyme. Enfin, plus récemment, le parc zoologique de Beauval (France) a décidé de soutenir une seconde équipe de "gardes éléphants", postés auprès des hardes évoluant dans le Sud de la Région de l'Extrême Nord (zone de Mindif-Kalfou), qui depuis quelques années, ne regagnent plus Waza. Cette vision globale d'un conservateur qui cherche des moyens pour préserver ces animaux bien au-delà des limites de l'aire protégée dont il a la charge est à saluer.

Les lettres d'information décrivant l'état d'avancement de ces actions sont disponibles sur <http://www.deselephantsetdeshommes.org/newsletter.aspx>, où le lecteur intéressé pourra s'abonner.

**Des clubs environnementaux pour la conservation de la nature : l'expérience des clubs Vinsty à Madagascar**  
(direction 2 de la feuille de route pour les AP d'Afrique)

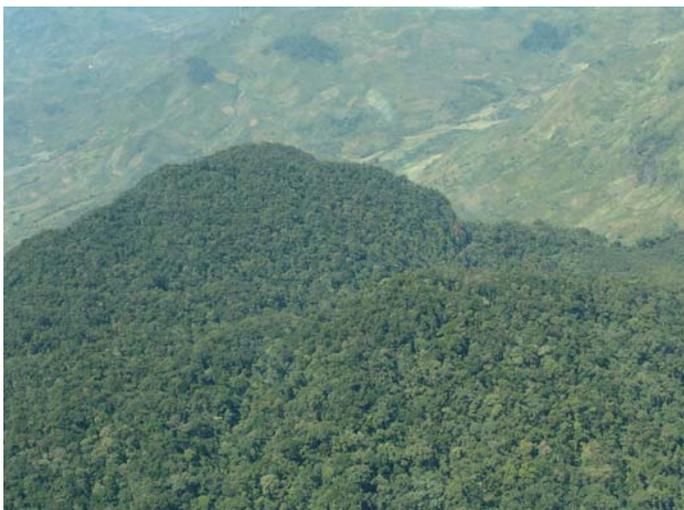
*Par Rachel Senn, Senior Education Programme Officer  
WWF Madagascar/ West Indian Ocean Programme Office*

**WWF Madagascar** intervient depuis 3 ans dans l'écorégion des forêts humides du Sud-Est de Madagascar, spécifiquement sur les corridors forestiers de Ranomafana, Vondrozo-Ivohibe et Vondrozo-Midongy afin d'y déployer une vision selon laquelle, à long terme: « *Les forêts humides de Madagascar sont conservées, utilisées de façon durable, et restaurées, maintiennent la représentativité de la biodiversité, et fournissent des bénéfices économiques et des services écologiques au peuple Malagasy* ». **La richesse des forêts humides de Madagascar, avec notamment**

**85% de ses espèces végétales endémiques n'est plus à démontrer et lui vaut de figurer parmi la prestigieuse liste des sites naturels déclarés patrimoines mondiaux UNESCO.**

Dans les 22 communes rurales de la zone, 175.000 habitants vivent principalement de l'agriculture de subsistance et sont étroitement dépendants des ressources naturelles. Si les communes intègrent maintenant la dimension environnementale dans leur plan de développement, la participation active des jeunes aux actions et aux décisions aux niveaux local et régional est essentielle pour bâtir un futur et une société plus démocratique, plus solidaire et plus prospère.

Ainsi depuis 1992, WWF Madagascar, très mobilisé sur l'éducation environnementale, a mis en place plus de 590 clubs environnementaux (Clubs Vintsty) sur tout le territoire malgache, établis au sein des établissements scolaires du primaire, du secondaire et universitaire, regroupant plus de 40.000 jeunes membres de 5 à 25 ans. 22 clubs Vintsty ont été ainsi créés dans la zone du corridor.



Les clubs Vintsty mettent en œuvre des activités environnementales permanentes au sein de leur établissement mais de manière très ponctuelle dans leur communauté. Malgré leur acquis majeurs en termes de changement de comportement, les Clubs Vintsty existant actuellement restent peu connectés aux acteurs environnementaux alors qu'ils en assureront la relève, et travaillent à échelle très localisée. **En 2012, le PPI a ainsi décidé de soutenir WWF Madagascar afin de structurer un réseau indépendant des 22 clubs Vintsty du Corridor Ranomafana-Ivohibe-Vondrozo-Midongy pour représenter la voix des jeunes dans la société civile locale et développer ses capacités d'intervention, de lobby et de plaider en faveur du développement durable du corridor, conjugués aux autres acteurs du territoire.** 17.500 jeunes sont concernés par ce projet.

Ainsi, en avril 2012, les 22 Clubs Vintsty ont officiellement créé le **Réseau Vondrom-Bintsty Manarina ny Tandavanala** ou **VBMT** (regroupement de Vintsty pour la restauration du corridor). VBMT est reconnu légalement depuis décembre 2012 par la Région et siège officiellement Centre Culturel et Educatif à l'Environnement de Fianarantsoa. La structuration des organes de gouvernance a été mise en place avec un rôle consultatif assuré par WWF Madagascar.

Chaque club est coaché par des encadreurs (39 au total) que WWF a formé sur les aires protégées, en écologie générale et du corridor, animation environnementale, actions et méthodes de sensibilisation au sein des Clubs. Pour la communication interne des Clubs, toute une chaîne solidaire de circulation des informations VBMT s'est mise en place et structurée (relais volontaires, relais via les services déconcentrés de l'Education Nationale (CISCO), taxi-brousse, téléphonie et internet).

Pour rendre accessible l'information environnementale aux membres et au grand public, un **Centre d'Apprentissage et de Partage (CAP) a été réhabilité et équipé à Fianarantsoa**. C'est un espace de documentation, d'échange et de partage d'expériences.

Depuis sa création, **le Réseau a été particulièrement dynamique en communication et actions de sensibilisation auprès du grand public**. 5 émissions radio, 3 plateaux télé, 4 séances d'animations culturelles dans 2 chaînes locales, 2 publi-reportages et une conférence-débat avec des élus locaux retransmise à la TV ont été organisés et réalisés entièrement par les jeunes de VBMT sur des sujets tels que l'eau, les reboisements, les foyers améliorés, et pour expliquer la mission du réseau. Partant du principe que l'on apprend en faisant, WWF a donné carte blanche aux jeunes. **L'organisation de ces événements les a initiés à la planification, l'organisation interne, la recherche de sponsors et la participation dans le débat au dialogue avec les politiques, à la communication externe**. Tous les clubs ont participé. La conférence a été suivie d'un atelier de debriefing pour analyser les réussites et échecs de cette initiative et les points d'amélioration ultérieurs.

**Des visites-échanges vers des projets de conservation** (AP communautaires, Parc botaniques et zoologiques, sites de démonstration de pratiques culturelles innovantes, pépinières, ateliers d'artisanat...) **ont également été organisés et ont vu la participation de 25 établissements** représentés chacun par 4 membres de Clubs Vintsty dont les futures accompagnateurs de chaque Club. Cette activité visait à stimuler la créativité pédagogique des membres pour conduire à leur tour des initiatives dans leur région et

renforcer le sentiment d'appartenance au Réseau. Les participants, particulièrement enthousiastes suite à ces ateliers pratiques, ont restitué ce qu'ils avaient appris dans leurs familles et leur communauté scolaire.



Le projet consacrait par ailleurs une enveloppe budgétaire pour la **réalisation d'actions pilotes environnementales exemplaires sous la forme d'un concours ouvert à tous les clubs**. 20 clubs sélectionnés ont reçu une subvention d'environ 750 euros chacun. La gestion de ce fonds, exercice très formateur, a permis à chacun de prendre part à la recherche de financement complémentaires, à l'élaboration de projet, à la gestion administrative et comptable, au suivi-évaluation et au reporting auprès des donateurs.

**Les initiatives menées ont été particulièrement innovantes, très orientées vers la professionnalisation des participants avec une dimension solidaire forte.** Citons notamment :

- Un jardin potager pour embellir le domaine scolaire, renforcé par la construction de bacs à ordures pour assurer la propreté du domaine ;

- La vente des produits agricoles et artisanaux (vannerie) ayant permis aux élèves d'acheter des fournitures scolaires et des matériels de jardinage ;
- La construction et vulgarisation de foyers améliorés qui ont aidé chaque famille de club Vintsy, ainsi que la population locale à contribuer encore plus dans la gestion durable des ressources forestières ;
- La mise en place de système de collecte et de traitement des déchets et de fabrication de compost renforçant la prise de conscience et l'engagement des élèves dans la protection des sols ;
- La vannerie pour les filles, poterie pour les garçons, ce qui les forment déjà aux petits métiers durables valorisant la biodiversité locale ;
- La couture et la broderie pour les jeunes filles du collège de Besoa, pendant les heures creuses. La vente des produits a permis au club Vintsy d'aider trois jeunes filles ayant quitté le circuit scolaire en raison de grossesses précoces, à démarrer leur métier de couturière : dotation de matière première mise à disposition de la machine à coudre du collège

A la suite de ces initiatives, la plupart des communes concernées ont sollicité la collaboration étroite des clubs Vintsy pour mobiliser les populations dans des activités d'assainissement et d'amélioration du cadre de vie, d'animations de fêtes communales, de reboisement. **Le Réseau a su ainsi devenir un interlocuteur fort des collectivités de la région.**

Au vu du dynamisme des actions entreprises dans ce projet, de leur dimension fédératrice, des capacités de communication et de gestion de projets déployés par les membres du Réseau, nul ne doute que la future société civile du corridor Ranomafana-Ivohibe-Vondrozo-Midongy est bien en marche et dans la bonne direction.

**POUR PLUS D'INFORMATIONS :**  
Rachel Senn : rsenn@wwf.mg

## NAPA – CONTACTS

[www.papaco.org](http://www.papaco.org) et [www.iucn.org](http://www.iucn.org)

geoffroy.mauvais@iucn.org	Programme Aires Protégées d'Afrique & Conservation – PAPACO <b>UICN-ESARO (Afrique Est/Sud)</b>
leo.niskanen@iucn.org christine.mentzel@iucn.org	Coordination Programme Aires de Conservation et Diversité des Espèces – CASD Chargée de programme BIOPAMA – Patrimoine Mondial <b>UICN-PACO (Afrique Ouest/Centre)</b>
sebastien.regnaut@iucn.org bora.masumbuko@iucn.org	Coordination Programme Aires Protégées Chargée de programme Climat
youssof.diedhiou@iucn.org	Chargé de programme Patrimoine Mondial
lacina.kone@iucn.org thomas.bacha@iucn.org	Chargé de programme Territoires de Conservation – Appui aux ONG Chargé du Projet Petites Initiatives (PPI) – Appui aux ONG
arsene.sanon@iucn.org florence.mazzocchetti@iucn.org	Chargé du Projet Petites Initiatives (PPI) – Appui aux ONG Chargée de programme Aires Protégées Forestières – Bassin du Congo

*Les opinions exprimées dans cette lettre ne reflètent pas nécessairement celles de l'UICN*